

**Dépôts :**

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Sécurité des personnes déplacées dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 919.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général (dépenses militaires) pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 1946 : *Discussion générale : Journal « Patrie »* (A. de 1945, p. 705). — Demande à interpeller sur la question particulière de l'Espagne (A. de 1946, p. 3) ; développe cette interpellation (p. 61 et suiv.). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *ses observations lors des explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206) ; — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

**CHAMPEIX (M. Marcel), Député du département de la Corrèze.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (ibid.). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

**Dépôts :**

Le 5 février 1946, une proposition de loi portant organisation de la Recherche agronomique et création d'un Institut National de la Recherche Agronomique, n° 351.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : *Dispositions spéciales : Art. 63 : Son amendement* (p. 2378).

**CHARLET (M. Gaston), Député du département de la Haute-Vienne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation générale (A. de 1945, p. 138) ; de la commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 139).

**Dépôts :**

Le 22 mars 1946, une proposition de loi tendant à compléter le statut des magistrats, n° 736. — Le 9 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à présenter, parallèlement au projet portant réforme des cours et tribunaux et du statut des magistrats, un projet de loi fixant les nouveaux traitements des magistrats et destiné à être voté en même temps que le précédent ; 2° à déterminer les moyens immédiats de financer les majorations des traitements des magistrats, n° 952.

**CHARLOT (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission de l'équipement national et de la production (ibid.).

**Dépôts :**

Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques, ayant regagné leurs foyers avant le 1<sup>er</sup> mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date, n° 235. — Le 28 février 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur le projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 14 octobre 1941 » et « loi du 24 août 1942 » portant interdiction de circulation à l'encontre de certaines catégories de véhicules automobiles, n° 538. — Le 21 mars 1946 un avis au nom de la commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes et téléphones sur :

I. Le projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; II Les propositions de loi : 1° de M. Gilbert Zaksas et plusieurs de ses collègues tendant à la socialisation de l'électricité et du gaz ; 2° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à la mobilisation et à la nationalisation industrialisée, de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz ; 3° de M. Robert Bichet et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation de la production, du transport et de la distribution de l'électricité ; 4° de MM. Alfred Krieger et Ernest Voyer, relative à la nationalisation des trusts de l'électricité et au contrôle des entreprises électriques ; 5° de M. André Pailleux tendant à la nationalisation des industries de l'énergie électrique et gazière, n° 707.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure, 1<sup>re</sup> circonscription (A. de 1945, p. 36). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la commission des moyens de communication : *donne lecture de son rapport* (A. de 1946, p. 1015) ; Art. 2, *son amendement* (p. 1121) ; Art. 8, *son amendement* (p. 1130) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 ; dispositions spéciales, Art. 59, *son amendement* (p. 2375) ; *le retire* (ibid.).

#### CHARPENTIER (M. René), Député du département de la Marne.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission du ravitaillement (A. de 1946, p. 460). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

#### Dépôts :

Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition

de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 591. — Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1° de M. André Barbier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural ; 2° de M. Jean Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la reprise des travaux communaux d'adduction d'eau potable dans les localités rurales et des aménagements ayant trait à l'amélioration de l'habitat rural ; 3° de M. Henri Pourtalet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique effective de l'habitat rural ; 4° de M. Olivier de Sesmaisons et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les dispositions nécessaires à l'amélioration et à la modernisation de l'habitat rural et de l'équipement des campagnes ; 5° de M. Philippe d'Argenlieu et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à l'établissement et à la mise en œuvre d'un programme de voirie rurale, n° 910. — Le 11 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'ordonnance du 21 décembre 1944 en vue de remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et de donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 1006.

#### Interventions :

Son rapport, au nom du 8<sup>e</sup> Bureau, sur les opérations électorales du département de Seine-et-Marne (A. de 1945, p. 36). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services